

Charles Millon : Comment l'Europe va t'elle assumer sa future défense ?

TV Libertés émission Porte Voix

Charles Millon : Comment l'Europe va t'elle assumer sa future défense ?

TV Libertés

[*Zoom - Charles Millon rompt le silence : entretien exclusif*](#)

Charles Millon rompt le silence : Entretien exclusif

Charles Millon est ancien ministre. Il a été ambassadeur, maire, député, président de groupe à l'Assemblée nationale, président de Conseil régional... mais depuis plusieurs années, il s'est tourné vers la réflexion et les propositions, notamment avec la création du réseau collaboratif "L'Avant-garde" ou d'un think tank de droite en compagnie de personnalités comme Charles Beigbeder. Très fin connaisseur des droites françaises, Charles Millon rompt un long silence médiatique pour répondre aux questions d'Elise Blaise. Il donne son point de vue sur Alain Juppé dont il a été le ministre, sur les Républicains et le Front national. Personnalité de la "droite hors les murs", l'ancien ministre revient aussi sur la politique étrangère de la France et sur son intervention sur le théâtre militaire syrien.

Brexit, causes et conséquences

De ce « Brexit » qui a sonné le glas de la vieille Union européenne, les causes ne sont pas financières et économiques d'abord, contrairement à la légende que voudrait répandre la vulgate au pouvoir ; mais elles sont essentiellement culturelles, civilisationnelles, et identitaires. Et institutionnelles surtout.

Ce vote dit le refus de l'Union européenne, en tant qu'elle dénie depuis toujours le principe de subsidiarité, en tant qu'elle repose sur une coalition d'intérêts bureaucratiques, normatifs et égalitaristes dans le pire sens du terme.

En tant qu'elle est une entreprise de négation du caractère propre de chaque pays, de chaque nation, de chaque peuple.

Ce vote du petit peuple anglais, celui des yeomen, les anciens hommes libres, est aussi l'expression du refus de la domination des puissances économiques en Europe.

De cette drôle Europe qui surveille sans protéger : qui n'est jamais là où il faut, ni sur le front de l'immigration, ni dans les relations internationales, avec le Proche-Orient, avec l'Afrique, avec l'est de l'Europe et la Russie.

Nos maîtres ont brandi des arguments matérialistes : en face d'eux se dressait l'âme de l'Angleterre.

Et c'est un gigantesque bras d'honneur qui a été fait à MM. Schulz, Tusk, Verhofstadt, Draghi et à leur nouveau TINA, There is no alternative.

Le peuple anglais a montré à la face du monde qu'il n'y a rien d'écrit d'avance, rien d'inéluctable.

Dans leur idéologie, les dirigeants de l'UE croyaient que leur domination durerait toujours.

Ils en sont pour leurs frais. Aujourd'hui, ils essaient de punir le peuple anglais, de façon encore une fois scandaleux.

Comme si l'on était à l'école, prouvant ainsi que leur Europe a été bâtie contre les peuples.

Voulant soi-disant éviter la dislocation, ils tentent d'accélérer le processus de séparation avec le Royaume.

Mais c'est ainsi qu'ils risquent de produire le contraire de ce qu'ils souhaitent, et provoquer cet éclatement.

Bâtir la vraie Europe demain, celle que nous appelons de nos vœux depuis tant d'années, ce sera enfin renoncer au modèle jacobin français qui a été imposé à l'UE et aller vers un « girondisme », une confédération à la suisse, qui respecte les peuples, leurs coutumes, et la subsidiarité.

Des patries libres dans une Europe libre.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)

Le Brexit vu par Charles Millon

Disons-le tout net, que les Britanniques choisissent par referendum le 23 juin de quitter l'Union européenne ne produira certainement pas la catastrophe annoncée par des medias et des politiques surfant sur les peurs.

En tout cas, pas pour les sujets de la Reine.

Les craintes de la City, que l'on n'est d'ailleurs pas obligé d'écouter complaisamment, sont injustifiées : la place financière londonienne ne doit pas tant sa position prédominante à l'Europe qu'à sa longue histoire et au cadre juridico-financier anglo-saxon.

De plus, sur un plan strictement comptable, ce sont bien 11 milliards de contributions qui, malgré le rabais britannique, reviendront dans la poche de

l'Etat.

Aux dirigeants du Royaume-Uni de décider ensuite comment ils répartiront ce bénéfice. Enfin, les sondages révèlent tous une fracture ouverte entre les élites gagnantes de la mondialisation et un peuple qui n'en peut plus de la destruction de ses emplois, de la concurrence des travailleurs étrangers, de l'immigration massive, de la fin de sa culture propre et des normes imposées depuis Bruxelles.

Or, jusqu'à preuve du contraire, personne ne peut reprocher à un peuple, surtout si ancien, de vouloir disposer de son propre destin.

Non, ce « Brexit » sonnerait surtout le glas de la forme européenne, bureaucratique et centralisée, que l'on a imposée au continent depuis quarante ans, comme s'il n'existait pas d'autre choix.

Ce oui au « Leave » serait une réponse, certes abrupte mais pourtant justifiée, à la disparition du principe de subsidiarité dans le fonctionnement des instances européennes, à la morgue de ses dirigeants non élus (quel Britannique a déjà rencontré MM. Juncker et Tusk ?), à un monde, enfin, conçu sur le seul modèle d'une standardisation des relations économiques, environnementales, sociétales.

Un modèle qui fait fi des particularités autant que de la raison, dans lequel chacun doit indifféremment accepter l'ouverture des marchés, la concurrence libre mais faussée, l'adhésion au multiculturalisme, le mariage gay et la PMA, les migrants par vagues gigantesques, la sous-culture hollywoodienne, enfin l'anomie générale.

Un monde où la démocratie est un fantôme, le travail une denrée rare, l'éducation une idéologie, l'argent le dernier dieu. Peut-être les Anglais y perdront-ils économiquement durant quelques années - encore que cela ne soit pas prouvé.

Du moins auront-ils fait le choix de leur destin, de leur souveraineté et de leur identité.

Et c'est à quoi l'on reconnaît les hommes libres.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)

A quand un nouveau Yalta ? par Charles Millon

La Libye est devenue le nouveau refuge de Daech, sa base de repli éventuel. C'est une réalité qui crève les yeux, mais que nous faisons semblant de ne pas voir.

Comme pour l'Irak-Syrie, sans doute découvrirons-nous demain, ébahis, qu'il y a fait son nid, creusé son sillon, s'y est fermement installé et que l'en déloger coûtera une guerre de plus - dont, semble-t-il, l'on parle déjà dans les états-majors occidentaux - une guerre dans un pays en proie à tous les chaos, toutes les anarchies, tel enfin que l'ont laissé MM. Sarkozy et Cameron, après leur intervention calamiteuse et opportuniste.

Mais, au-delà même du cas libyen, il faut intégrer le fait que, Daech ou tout autre nom dont elle se pare, cette idéologie est un cancer qui continuera de se déplacer et d'enfanter les guerres dans le monde.

Déjà, outre la Libye, Sinaï, Nigéria, Sahel, Afghanistan, et même Europe sont le terrain de jeu de cette guerre qui ne fera pas de prisonniers.

La radicalité, comme l'on dit, de notre ennemi est telle, sa haine à notre endroit - à l'endroit d'ailleurs de tout ce qui n'est pas lui - est telle qu'on voit mal comment négocier et trouver un accord de paix avec lui.

D'ailleurs, le voudrait-il, qui accepterait que nous vivions côte-à-côte avec un Etat, ou des Etats, qui pratiquent cette forme de charia, asservissant les femmes et généralement tous les non-musulmans, détruisant globalement tout ce qui nous paraît constituer l'humanité ?

La question, outre le fait de politique intérieure qui veut qu'on lutte au sein de nos nations européennes elles-mêmes, tient en ceci finalement : l'occident peut-il intervenir partout ?

Précisons : l'occident et ses alliés, puisqu'il faut intégrer dans cette lutte maintenant planétaire la Russie, l'Iran et certains pays de la péninsule arabe -

les pays africains, eux, quoi qu'ils en aient la volonté, étant dans l'impossibilité financière et technique de combattre efficacement cette forme de guerre terroriste.

Nul doute qu'une grande conférence sous l'égide des Nations-Unies aurait dû avoir lieu il y a longtemps déjà : une sorte de Yalta qui consiste non à se partager le monde pour le dominer, mais à répartir les zones d'interventions entre les différentes forces, de façon à les stabiliser et les libérer.

Ce serait un projet à dix ans au moins, voire vingt.

Mais un projet nécessaire, requis par le nouvel ennemi protéiforme qui défie l'humanité entière.

Une nouvelle coopération mondiale tendue vers un but précis, comme cela existe, tout différemment, sur le plan écologique.

La zone à couvrir est gigantesque, et en sus, elle se trouve comme au milieu du monde. Du Pakistan à la Centrafrique, en passant par l'Irak-Syrie, l'Égypte, la Libye, le Mali, la Somalie et le Nigéria, c'est un arc immense qui recouvre grosso modo les pays à majorité musulmane .

Si l'on tente de le découper en pièces de puzzle, ce serait à la France dans la logique de ses interventions au Mali et en Centrafrique (dont les motifs furent différents cependant) de poursuivre sur sa lancée en sécurisant tout l'ouest africain, le Nigéria au premier chef.

Mais la zone est évidemment bien trop vaste, et l'on n'est plus au temps des empires coloniaux.

On peut regretter deux choses dans cette région : l'indifférence de l'ancien colonisateur anglais vis-à-vis du Nigéria, et la mollesse du soutien européen à la politique militaire de la France qui a pourtant stabilisé des lieux stratégiques et coupé court à une expansion rapide du djihad dans le Sahara-Sahel.

La France dispose là-bas d'un allié unique : le Tchad, seule armée opérationnelle dans cette partie du continent.

Les autres nations stables, comme le Burkina, le Bénin ou le Sénégal sont malheureusement ou mal armée ou trop fragiles intérieurement.

On pourrait néanmoins imaginer à moyen terme la création d'une force de réaction rapide africaine autonome, capable de cautériser les plaies nouvelles à temps.

L'Europe surtout, si elle a un sens, devrait prêter main forte à la France, au moins d'un point de vue financier et matériel.

En Libye, la situation est plus confuse que jamais, avec deux gouvernements recouvrant à peu près d'un côté la Tripolitaine, de l'autre la Cyrénaïque, et que l'on a jusqu'ici échoué à se fondre en un troisième.

Entre généraux fantoches et islamistes purs et durs, les opérations secrètes occidentales, françaises, américaines et anglaises, semblent pour le moment destinées uniquement à contenir le raz de marée de Daech.

La situation est telle, et les forces modérées ou tribales ayant été marginalisées, que 'lon se retrouve selon l'analyse de Bernard Lugan, le grand africaniste, à s'allier avec les frères musulmans et Al Qaeda contre l'Etat islamique.

Charybde ou Sylla, telle semble l'alternative.

D'autant que les voisins de la Libye sont tout, sauf fiables : la Tunisie demeure sous la menace de ses propres islamistes, à peine écartés du pouvoir, et qui ne désespèrent pas d'y revenir bientôt.

En Egypte, malgré la grande figure du maréchal Sissi, soutenu par les Etats-Unis et le voisin saoudien, la population sunnite reste sensible aux sirènes des Frères musulmans.

Ne parlons pas du Soudan, au sud, plus fauteur de troubles qu'autre chose.

Quant à l'Algérie, elle attend frémissante le changement de pouvoir intérieur avant que d'intervenir éventuellement.

Mais la grande guerre qui a embrasé la moitié du monde musulman a aussi des répercussions, dont l'on parle moins dans les chancelleries occidentales de crainte de froisser nos alliés, jusque dans la péninsule arabe.

En effet, le conflit atroce du Yémen se poursuit, terrain de substitution pour la guerre larvée que se mènent l'Iran et l'Arabie saoudite, emportant derrière eux

respectivement le monde chiite et le monde sunnite tout entier.

De même, la révolte continue de gronder à Bahrein, pays majoritairement chiite dirigé par une monarchie sunnite.

Enfin, le soutien indirect des pétromonarchies à l'Etat islamique, relayées en cela aujourd'hui par la Turquie qui s'en cache de moins en moins, réclame une explication avec les régimes sunnites.

L'occident ne peut pas continuer indéfiniment sa politique qui consiste à éteindre là le feu qu'il a allumé ici.

Il faut malheureusement remarquer qu'aujourd'hui, seule la Russie, quoiqu'on puisse reprocher à son régime intérieur, a une politique cohérente sur ce plan-là.

Dans une grande conférence internationale qui se chargerait de mettre au point un plan pour régler ces conflits, sur une décennie au moins, l'Europe aurait une mission particulière.

Qui serait moins d'intervenir au coup par coup que d'établir un contrat pour former les armées de pays amis.

Il s'agit de coordonner les pays entre eux, sur cet arc entier qui va de l'Afrique noire à l'Irak.

Car nous sommes face à une guerre idéologique-type. Pour filer le parallèle avec le communisme, il est remarquable qu'elle s'étende partout en même temps, comme au temps de la guerre froide.

Face à cela, s'il veut seulement survivre, l'occident doit développer une vraie stratégie et une vraie tactique. Qui requerra toutes ses forces.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)

Le piège de la Turquie par Charles Millon

Une nouvelle fois, l'Europe se sera couchée devant les menaces de l'un de ses voisins.

En l'occurrence il s'agit de la Turquie de M. Erdogan, personnage arrogant, si prêt à tout qu'il n'a pas hésité, on s'en souvient, à abattre un avion russe il y a quelques mois, prenant le risque d'une escalade militaire extrêmement dangereuse.

Dans le petit jeu des hommes forts face aux démocraties paralysées, le président turc ne le cède en rien au président russe : qui en Ukraine et en Géorgie, qui à Chypre et en Syrie, les deux chefs d'Etat ont les mêmes ambitions impérialistes.

Mais aujourd'hui, à la faveur de la crise des migrants, c'est Erdogan qui nous dame le pion.

Dans l'accord conclu le 18 mars avec l'Union Européenne, accord négocié par Angela Merkel qui se comporte comme la véritable présidente de l'Europe, la France étant portée disparue, le président turc ne lâche rien et obtient tout.

Dans l'ordre : 6 milliards d'euros sur deux ans ; la « réinstallation » de 72 000 réfugiés syriens sur le sol européen ; l'exemption, à court terme, de visa pour les Turcs voyageant en Europe ; enfin, l'ouverture de nouveaux chapitres d'adhésion à l'UE.

En échange, la Turquie n'accomplira que son devoir de base : empêcher les migrants de se rendre illégalement en Grèce par la mer Egée. En gros, ce que fait la France à Calais.

Ce fut en vérité un sommet de la honte, qui est venu annihiler toutes les belles paroles précédentes de l'Europe donneuse de leçons.

Car si l'on retourne un peu en arrière, au moment des « printemps arabes »,

L'Europe a commencé par annoncer qu'elle allait débarrasser le monde des dictateurs, en faisant tomber Kadhafi, en prenant le parti de la rébellion contre Assad.

Puis, devant la déferlante de réfugiés, demandeurs d'asile ou migrants, elle a clamé qu'elle les recevrait tous.

Ensuite, elle a proposé de mettre au piquet tous les gouvernements rétifs qui comme ceux de Hongrie ou de Pologne refusaient d'appliquer les quotas de répartition des migrants élaborés par l'Allemagne et imposés par l'Europe.

Et maintenant, dans une palinodie digne de Daladier, elle sacrifie toutes ses valeurs sur l'autel d'une politique de dernier recours, sous-traitant à des pays comme la Turquie la gestion des réfugiés.

Des pays qui non seulement ne respectent pas les droits de l'homme mais encore nous font payer très cher leur collaboration.

L'Union Européenne, en marchandant avec la Turquie afin d'endiguer le flot des réfugiés, laisse Erdogan piétiner les droits de l'Homme, le respect des minorités et la liberté d'informer.

Pire, l'Union Européenne envoie un message de « désespoir » à ces populations qui fuient la guerre, les massacres et l'absence d'avenir pour leurs enfants.

A réfléchir à très court-terme, pour vouloir la paix et une bonne conscience, nous avons récolté la guerre et le déshonneur.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

[Président de l'Avant-Garde](#)

Charles Millon: « les partis politiques sont maintenant des machines électorales »

GRANDE INTERVIEW DE CHARLES MILLON

« En politique, on ne parle plus d'idées mais de tactique »



■ Si Charles Millon est moins présent sur le devant de la scène médiatico-politique, il n'en est pas moins resté actif et nous livre son regard sur la politique française d'aujourd'hui.

p. 8

Par Nicolas Bernard et Jean-Marc Perrat

Cette semaine, nous inaugurons une nouvelle rubrique politique.

« Que sont-ils devenus ? » a pour ambition de retrouver ceux et celles qui ont fait l'actualité politique de ce Département, puis qui se sont éclipsés des lumières du devant de la scène. Retraite, reconversion, action de l'ombre... Nous inaugurons ce rendez-vous avec Charles Millon, ancien ministre de la Défense, ancien député-maire de Belley, ancien président du Conseil régional...

Charles Millon, vous vous faites discret sur la scène politico-médiatique depuis un certain temps maintenant. Notre première question se fait donc l'écho d'une interrogation commune : que devenez-vous ?

Je continue à participer à la vie politique, mais d'une autre manière. J'ai lancé en 2004, avec un certain nombre d'acteurs belges et français, l'institut Thomas More, pour réfléchir aux grands défis de notre temps : la construction européenne, la montée de l'islamisme radical, la faim dans le monde, en Afrique... Suite à mon poste d'ambassadeur auprès de la FAO, je me suis investi en Afrique et j'y vais régulièrement pour participer à des problèmes de développement et de sécurité. Enfin, je continue à réfléchir à la relève politique et c'est dans cet esprit que j'ai lancé un réseau participatif qui s'appelle l'avant-garde. Ce réseau

permet de réunir sur la toile un certain nombre de gens qui partagent des convictions, personnalistes, ordo-libérales, anticonformistes... Et on essaie de réunir toutes ces personnes pour réfléchir à la réponse à donner aux défis de notre temps et d'influencer les femmes et les hommes politiques pour qu'ils disent ce qu'ils ont promis qu'ils fassent ce qu'ils ont dit

Dimanche, Jean Louis Debré, l'ex-président du conseil constitutionnel qui a retrouvé sa liberté de parole a dit : « Quand je vois ces émissions politiques, je n'ai plus l'impression d'entendre les politiques, ce n'est plus mon monde ». Vous... Vous le trouvez comment le monde politique français d'aujourd'hui ?

C'est un monde qui vit dans l'éphémère et dans l'immédiat. Il ne répond plus aux problèmes graves de l'époque. Que ce soit en France ou dans le Monde. En France, c'est par exemple la question de l'islamisme radical qui a été ignorée parce qu'on n'a pas voulu aborder le problème au fond depuis des années. Les hommes politiques sont très fautifs. Les questions de migrations n'ont par exemple pas été anticipées. Je connais le problème, parce qu'en 1970, avec Pierre Cormorèche et Michel Paramelle, nous avons lancé l'association ALATFA qui est devenu ALPHA 3 A en 2003. On avait commencé à mettre en œuvre, des foyers, des centres d'études, des colonies... Des outils d'action sociale et éducative pour permettre cette assimilation des gens qui venaient de l'extérieur.

Avec l'Avant-garde, vous avez planché sur la question de la famille. De l'immigration peut être aussi... C'est aujourd'hui un défi qui est lancé aux peuples européens. En 2016, des murs se sont construits, des frontières ont été réactivées. Est-ce la fin de Schengen ?

C'est une évidence. Schengen est mort ! Il va falloir réfléchir à une autre construction de l'Europe. Je pense que l'élargissement de l'Europe a été le début de la mort de l'Europe. On a oublié l'approfondissement en Europe. Et c'est grave, car on est en train de désespérer la jeunesse. Il va falloir que les hommes politiques se reprennent et retrouvent les raisons de l'engagement politique. On ne s'engage pas en politique pour vivre un mandat.

En ce début de semaine, il y avait le sommet Europe-Turquie. La-question de la Turquie est aujourd'hui centrale. Doit-on reprendre le dialogue avec la Turquie et entretenir la promesse d'Europe qui leur a été faite ?

Pour dialoguer avec quelqu'un, il faut d'abord savoir qui on est. Je suis par exemple partisan de l'inscription des racines judéo chrétiennes de l'Europe dans la constitution européenne. Et même française... Pas pour entretenir une querelle idéologique, mais simplement pour rappeler qui on est !

Je veux bien négocier avec la Turquie mais sur ces bases.

On a parlé de l'avant-garde comme un réseau participatif, mais n'est-ce pas un outil de reconquête politique ?

Oui, au niveau des convictions et des idées. Dans ce réseau, il y a des gens qui

viennent de courants très différents : des chrétiens-démocrates, des conservateurs, la droite libérale, des anciens indépendants et paysans, des membres des anciennes UMP, UDF... Le constat que nous faisons, c'est que les partis politiques sont devenus des machines électorales. Leur objectif est de faire élire des personnes. Donc, on parle de moins en moins d'idées et de plus en plus de tactiques. Je suis effaré quand je vois la bataille des primaires à droite. On ne parle plus des problèmes de fond, on cherche comment se placer devant. De fait, on réagit sur l'immédiat. C'est la politique de l'émotion. Il n'y a plus de débats sur les projets de société. Je suis très inquiet de cette dérive de la démocratie française.

En politique on parle de moins en moins d'idées et de plus en plus de tactiques. Face à ce constat, on a souhaité faire un réseau participatif. Et grâce au web, les gens vont pouvoir discuter et se dire ce qu'ils voudraient pour ce pays.

Vous évoquez les primaires à droite, est-ce que vous irez voter ?

Oui, j'irai probablement...

Vous avez choisi ?

Chacun connaît ma proximité avec Hervé Mariton (député de la Drôme) C'est quelqu'un avec qui j'ai siégé à l'Assemblée Régionales et qui a été un de mes vice-présidents à la Région. Mais ce sera un geste d'affirmation de conviction car je crois que ces primaires remettent en cause l'élection au suffrage universel direct du président. Je n'ai jamais été favorable à l'élection au suffrage universel direct du président. Je l'avais dit il y a 20 ans, dans l'émission « l'heure de vérité ». Je crois que c'est une dérive de la Ve République. Je souhaite que l'on revienne à un réel équilibre des pouvoirs et je suis favorable à un régime parlementaire. D'ailleurs, de tous les grands pays démocratiques évolués, la France est le seul à avoir ce régime.

Quand vous voyez ce qui se passe aujourd'hui avec -le Front national et notamment lors des dernières élections régionales, est-ce que vous ne pensez pas, avec le recul, qu'en 1998, vous aviez eu raison trop tôt ?

Non, je ne dirai pas ça. Mais, la situation n'a pas changé. Lors des dernières élections régionales, il y a quand même eu des manœuvres politiques qui peuvent étonner tout le monde. Soit le FN est infréquentable et dans ce cas-là, il faut l'interdire. Soit c'est un parti Républicain et alors, on crée les conditions favorables, comme en Italie, en Autriche, dans les pays Nordiques, pour qu'une coopération politique ait lieu. Et s'ils sont vraiment extrémistes, la réalité les pliera. Mais enfermer près du tiers des électeurs dans un ghetto, cela ne me semble pas être les signes d'une démocratie en forme.

En 1998, vous avez été forcé de quitter la présidence de la Région. Pourtant Blanc dans le Midi, Soisson en Bourgogne sont restés président. Pourquoi ?

Il y a eu une cabale... Je regrette presque qu'on ait pas filmé ce moment, car les

gens n'ont pas idée de ce qui s'est passé à ce moment-là !

Laurent Wauquiez, le nouveau président de la Région a fait campagne avec un discours que l'on a qualifié de « très à droite ». C'était selon vous le bon positionnement politique ?

Je l'avais vu avant les élections et je lui avais conseillé de faire une campagne sur des thèmes régionaux. Je pense que l'on peut faire une campagne nationale et internationale sur des thèmes régionaux. Par exemple, l'écologie. Une Région a un rôle essentiel dans ce domaine. Elle peut prendre des décisions qui peuvent modifier les choses. On l'a fait à une époque avec le canal du Rhône. Ce que j'ai regretté dans ces élections, c'est qu'on a finalement beaucoup parlé de politique nationale et très peu de régionale.

Au nom de la loi sur le cumul des mandats, Étienne Blanc devra choisir entre son mandat de député et de maire. Cette réflexion réveille des vocations, notamment celle d'Olivier de Seyssel, candidat déclaré à la députation. Est-ce que vous le soutenez dans sa démarche ?

Olivier fait partie de l'élite politique, économique et sociale de l'Ain et de la Région il commence à avoir une envergure nationale il est à la tête de la Mutualité sociale agricole. Il s'est toujours intéressé à la politique nationale et régionale. C'est avec lui que j'ai créé Bugey, perspective et rayonnement pour pouvoir reconquérir les cantons du Bugey et la ville de Belley. Je crois qu'il a toutes les qualités pour siéger à l'Assemblée nationale.

Et vous, est-ce que vous avez encore des envies ?

Lorsque l'on a atteint un certain âge, on essaie d'aider les autres plutôt que de se mettre devant. Je suis prêt à continuer à participer à la vie politique locale, régionale et nationale pour aider la nouvelle génération à arriver aux affaires. C'est la raison pour laquelle j'ai aidé Christian Jimenez et toute l'équipe à arriver aux affaires à Belley, les jeunes à arriver au Département.

Vous êtes toujours Barriste ?

Pour ce qui est de la conception d'une politique enracinée, oui. Pour ce qui est de l'analyse constitutionnelle, je ne le suis plus.

Vous avez été conseiller général. Que pensez-vous de la politique que mène aujourd'hui le jeune président du Conseil départemental, Damien Abad ?

Il faut qu'il y ait des garçons comme lui qui remettent en cause les choses. Parfois, il le fera avec un peu trop de brutalité. Parfois, il se trompera. Mais la politique, ça ne peut pas être que la gestion au fil de l'eau de la collectivité. On l'a trop fait !

Ferait-il un bon ministre ... On parle beaucoup de lui en 2017?

Oui. Dans la vie politique, il ne faut pas trop se précipiter. Vous êtes meilleur si vous avez acquis une certaine expérience. Donc si j'avais un conseil, ce serait de lui dire: Prépare-toi à être ministre et acquiers de l'expérience à la tête du

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

Charles Millon : la guerre se gagnera aussi dans les têtes

- [Home FIGARO VOX Vox Politique](#)
 - Par [Charles Millon](#)
 - Publié le 18/11/2015 à 19:29



FIGAROVOX/TRIBUNE - Au lendemain des attentats de Paris, l'ancien ministre de la Défense appelle à la prise de conscience sur les dangers de l'islam radical et à une guerre réelle menée contre l'Etat islamique.

Charles Millon a été ministre de la Défense du gouvernement Alain Juppé, de 1995 à 1997.

En semant la mort dans les rues de Paris, l'Etat islamique a confirmé que la France et - au-delà d'elle, l'Occident - était son ennemi. Tous les Français, le président de la République au premier rang d'entre eux, en ont pris acte. Il était temps car l'ennemi nous avait désignés comme cible depuis longtemps. Dans son esprit, nous représentons cette civilisation repue et matérialiste où se conjouindraient étrangement la perversion post-moderniste et le christianisme.

Pour combattre efficacement cet «islam radical» il faut enfin arrêter de se bander les yeux par mauvaise conscience ou snobisme intellectuel. Il faut prendre la mesure de la nature de l'ennemi et lui déclarer la guerre totale.

L'Etat Islamique contrôle des milliers de km² en Irak et en Syrie, dispose de ressources propres considérables avec lesquelles il finance ses actions soit de conquêtes au Moyen-Orient soit de terreur en Europe ou dans le monde.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste.

Nous avons affaire à un Etat islamique qui a adopté une démarche idéologique totalitaire, internationale et universaliste comme le communisme qui était, pour le sociologue Jules Monnerot, l'Islam du XXème siècle.

Cet islam radical profane les dogmes religieux en les traduisant en organisation politique, social et militaire. Cet Islam radical génère, nourrit et manifeste des tendances totalitaires qui ont une vocation universaliste et s'appuient sur des fanatiques déterminés à combattre notre civilisation et à imposer leurs «croyances» au monde entier.

Cet islam radical, en semant la terreur, provoque les conditions de véritables guerres civiles où, comme à Paris, vendredi dernier, des Français tirent sur d'autres Français.

Il est important que nos gouvernants aient compris que l'ennemi qui se dénomme aujourd'hui Daech ou l'Etat Islamique, continuera de mener sa guerre qui est «idéologique» demain sous d'autres noms, avec d'autres moyens. Oui, la France doit s'engager résolument dans la guerre totale contre l'islamisme radical.

Cette guerre se déroule sur de multiples terrains:

D'abord au Moyen Orient par le bombardement des places tenues par Daech et ce, avec le soutien au sol des combattants Kurdes, Syriens ou Irakiens, car l'Etat islamique y a installé ses bases arrières pour conquérir le monde.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire : fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions.

Aujourd'hui Daech est notre seul adversaire: fini le temps des figolages, des pas de deux, des tergiversations ou des conditions. C'est pour nous un impératif politique que d'être présent dans la coalition contre Daech, mais il nous revient d'interpeller tous nos alliés ou partenaires - Arabie Saoudite et Qatar entre autres - pour qu'ils s'engagent aussi solennellement , matériellement et financièrement contre Daech.

Il est de notre responsabilité de tout entreprendre aussi pour que l'Etat Islamique soit bloqué dans ses initiatives en Afrique où il profite des désordres instaurés par des interventions irréfléchies (Libye) ou par des réseaux de trafics en tout genre (Sahel).

C'est ensuite la guerre sur notre sol contre les ennemis de l'intérieur, qu'ils soient Français ou étrangers. Il convient de recourir à tous les moyens juridiques que doit conférer l'état de guerre pour les neutraliser. La récente prise de conscience du Président de la République ne peut faire oublier ce discours d'impuissance - sinon de démission - que nos dirigeants ont trop longtemps tenu face à ces expressions multiples du fanatisme islamique. Il convient de rétablir et de renforcer l'exercice de l'autorité par les responsables politiques. Car c'est à ces derniers que revient la responsabilité de fermer les mosquées où cet islam est diffusé, de contrôler le financement des associations cultuelles et culturelles qui se réfèrent à cet islam radical, d'expulser les prêcheurs de haine étrangers, d'incarcérer les Français en intelligence avec l'ennemi qu'est l'Etat islamique.

Enfin, la troisième guerre est certainement la plus importante et donc, probablement la plus difficile. Elle est culturelle, identitaire et idéologique et c'est celle qui permettra de vaincre le djihadisme.

Cette guerre passera par la réaffirmation dans nos discours, dans nos modes d'expression culturelle, dans notre système éducatif de notre attachement à notre civilisation fondée spirituellement et historiquement sur le christianisme.

C'est une nécessité absolue. Nous savons que face à l'islamisme ce ne sont pas le consumérisme, l'hédonisme et le matérialisme qui nous donneront la volonté de combattre et de résister.

Nous savons que face au fanatisme idéologique, le réarmement moral et spirituel s'impose.

Charles Millon

#ChristianBells, acte de solidarité avec nos frères Chrétiens d'Orient.

Demain quinze août retentiront les cloches de l'espérance pour les Chrétiens d'Orient dans les églises de France.

Geste symbolique mais surtout acte de solidarité avec nos frères Chrétiens d'Orient.

En s'associant à cette initiative portée par le Cardinal Barbarin, et partagée par plus de cinquante diocèses, nous venons rappeler que nos frères Chrétiens d'Orient sont les gardiens de nos racines.

Car c'est sur leur terre qu'est née notre civilisation et que pour la première fois dans l'histoire, des communautés ont proclamé leur foi chrétienne.

En venant affirmer notre solidarité avec les Chrétiens d'Orient, nous Français sommes fidèles aux engagements de nos dirigeants, rois et présidents, qui ont

toujours réitéré la vocation de la France à garantir la protection de ces minorités chrétiennes.

Enfin, face à la menace du terrorisme vert, porté par Daesh, nous affirmons notre volonté de lutter pour la liberté d'expression et de culte, et pour le respect de la foi de chacun.

Charles Millon

Le Pape devant l'Europe et le monde

On aurait tort de recevoir les deux discours du Pape François le 25 novembre dernier, devant le Parlement européen et le Conseil de l'Europe, comme des allocutions anecdotiques et circonstanciées.

Tort aussi de penser qu'elle s'adressait exclusivement aux citoyens européens et à leurs représentants.

Le souverain Pontife y dessine une perspective géopolitique pour le monde entier, à charge pour les gouvernements et les institutions internationales de l'appliquer.

Certainement, le pape n'a toujours pas de divisions, selon le bon mot de Staline : cela n'empêche pas la diplomatie vaticane de demeurer l'une des plus influentes du monde, comme le premier pas vers une réconciliation entre Cuba et les États-Unis vient de le prouver.

C'est même sans doute cette absence de puissance matérielle, cette « politique de la faiblesse », qui constitue le cœur du succès de cette géopolitique catholique.

Les discours de François ont eu pour but, en effet, de rappeler aux instances européennes, mais aussi aux puissants du monde entier, la nécessité du recours à une vraie universalité pour parvenir à organiser autrement la planète.

Il s'agit selon lui de « maintenir vivante la réalité des démocraties est un défi de ce moment historique, en évitant que leur force réelle – force politique expressive des peuples – soit écartée face à la pression d'intérêts multinationaux non universels, qui les fragilisent et les transforment en systèmes uniformisés de pouvoir financier au service d'empires inconnus. »

Le pape conteste ainsi formellement la croyance, bien ancrée depuis plusieurs siècles dans l'esprit des occidentaux, et croyance que l'accélération de la mondialisation a décuplé ces dernières décennies, en une humanité que le seul « doux commerce » unirait et rendrait fraternelle.

C'est une critique adressée, certes, à l'union européenne actuelle qui s'est fondée sur une monnaie et un marché unique, au risque de détruire les économies nationales et locale, mais aussi aux grands ensembles prométhéens qui tentent de se constituer partout sur le globe, comme ce Traité transatlantique que négocient Europe et États-Unis : « On constate avec regret, affirme-t-il sans détours, une prévalence des questions techniques et économiques au centre du débat politique ». Ce qui induit selon lui une destruction générale des rapports humains.

Il ne faut pas considérer les paroles du Saint-Siège comme relevant seulement d'une question morale, que l'on pourrait admettre ou refuser de manière privée : elles ont aussi une portée générale, c'est-à-dire politique, et concernent à ce titre tout le monde.

Notamment quand il assure que l'on assiste à « une revendication toujours plus grande des droits individuels, qui cache une conception de la personne humaine détachée de tout contexte social et anthropologique, presque comme une « monade » (μονάς), toujours plus insensible aux autres « monades » présentes autour de soi », les implications sociales et politiques de cette situation, si elle est vraie, sont vertigineuses et dramatiques.

Dans le sens où l'on subit une dénaturation de la démocratie, non plus conçue comme ce régime capable de protéger les minorités, mais seulement comme une puissante machine à satisfaire les désirs uniformes des masses.

Ainsi, « si le droit de chacun n'est pas harmonieusement ordonné au bien plus grand, il finit par se concevoir comme sans limites et, par conséquent, devenir source de conflits et de violences » : ce que l'on constate notamment dans le développement planétaire de l'islamisme, dont l'État islamique constitue le cas

d'école.

Liberté est donnée à une idéologie d'appliquer aveuglément ses conditions totalitaires, au détriment des minorités présentes.

« Quelle dignité existe vraiment, quand manque la possibilité d'exprimer librement sa pensée ou de professer sans contrainte sa foi religieuse ? », demande François.

Et la démocratie libérale déchu se trouve dans l'impossibilité de répondre à cet état de fait qui pourtant la nie complètement parce qu'elle a oublié qui elle était et d'où elle venait.

Le discours du Pape est éclairant, géopolitiquement, en tant qu'il arrive à lier harmonieusement vocation universelle de l'Europe et respect des identités.

« Je suis convaincu, dit-il, qu'une Europe capable de mettre à profit ses propres racines religieuses, sachant en recueillir la richesse et les potentialités, peut être plus facilement immunisée contre les nombreux extrémismes qui déferlent dans le monde d'aujourd'hui, et aussi contre le grand vide d'idées auquel nous assistons en Occident ».

Alors que le terrorisme islamique déferle partout, notamment en Europe, cet appel à une connaissance neuve de ce qui nous fonde exige une réponse.

Réponse non pas égoïste, d'un nationalisme qui se renfermerait derrière une identité pure fantasmée, mais réponse ouverte et constructive, généreuse, parce qu'« à côté d'une Union Européenne plus grande, il y a aussi un monde plus complexe, et en fort mouvement.

Un monde toujours plus interconnecté et globalisé, et donc de moins en moins « eurocentrique ».

La destinée de l'Europe, que l'on a tendance à oublier, est certainement de « prendre soin de la fragilité des peuples et des personnes », et de répondre « aux nombreuses injustices et persécutions qui frappent quotidiennement les minorités religieuses, en particulier chrétiennes, en divers endroits du monde ».

Mais voilà qui exige, au-delà des paroles, une intelligence de la situation géopolitique mondiale actuelle.

Par exemple, l'alignement complet de l'Europe sur la politique de puissance américaine répond-il à cette demande de complexité ?

Certainement non, comme les cas ukrainien, syrien et libyen l'ont montré.

L'acharnement unilatéral contre le régime de Bachar el Assad a durablement aveuglé nos gouvernants qui n'ont pas vu que derrière lui, et contre lui, il y avait pire ; la mise au pilori de Vladimir Poutine a réduit l'Union européenne au rang de valet pusillanime des intérêts américains en Ukraine ; l'attaque irréfléchie de Mouammar Kadhafi a in fine libéré des forces délétères dans toute l'Afrique que nous sommes maintenant incapables de contrôler.

Où l'on voit que l'oubli de la complexité du monde, et notamment des minorités qui le composent, comme les chrétiens d'Orient, la réaction épidermique et simplette sous l'aiguillon médiatique, sont des trahisons de l'esprit européen de mesure et de protection des faibles.

Les discours du Pape François, s'ils étaient écoutés et pris en compte, pourraient constituer l'amorce d'une reconstruction des rapports sociaux internes aux nations occidentales, où la subsidiarité, la question des limites seraient réellement prises en compte ; mais aussi d'une « nouvel ordre » du monde plus équilibré, et enfin réellement humaniste.

Publié par [Charles Millon](#) · [6 février 2015, 10:43](#)